



Glossaire politique des terminologies relatives à la dette : Une approche fondée sur les droits

Ce glossaire de la terminologie de la dette selon une approche basée sur les droits humains a été élaboré par les membres du groupe de travail sur la politique économique, sous la direction de : [Center For Economic and Social Rights \(CESR\)](#), [Egyptian Initiative for Personal Rights \(EIPR\)](#), [Initiative for Social and Economic Rights \(ISER\)](#), [Phenix Center for Economics and Informatics Studies](#), [Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute \(SEATINI-Uganda\)](#), et des membres individuels, [Mela Chiponda](#) et [Salma Hussein](#).

Un nombre croissant de pays du Sud, et en particulier d'Afrique, sont déjà en situation de surendettement ou risquent d'être confrontés à des crises de la dette au cours de la période à venir. La dette, ainsi que les inégalités qui y sont liées au sein et entre les pays, ont été intensifiées par la pandémie, le changement climatique et le récent conflit en Ukraine. Suivant le schéma des dernières décennies, le FMI, la Banque mondiale et les créanciers privés attendent à nouveau de nos pays qu'ils accordent la priorité au remboursement de la dette au détriment des services publics. En raison de l'emprise des entreprises ou des élites sur les décisions gouvernementales relatives à la dette, les intérêts du capital financier sont privilégiés par rapport aux droits humains, à l'environnement et à la justice économique, tandis que de nombreux citoyen-ne-s et communautés s'appauvrissent, sont marginalisé-e-s et ne sont jamais impliqué-e-s dans les processus décisionnels. Le moment est venu d'approfondir notre analyse commune et d'élaborer des stratégies collectives de résistance et de transformation. Ce glossaire politique a pour but d'aider les citoyen-ne-s, les communautés et les défenseur/euse-s des droits humains à comprendre le langage, les discours et la formulation des concepts et des termes relatifs à la dette, afin de les aider à participer de manière significative et à influencer la prise de décision et la formulation des politiques dans ces processus aux niveaux national, régional et international.

Terminologie	Définition (définition courante/qui fait autorité.)	Commentaire sur l'approche fondée sur les droits	Exemple au niveau international, national ou local (lien vers une étude de cas, des pages pertinentes, des ressources, etc.)
1. Terminologie utilisée par le FMI			
Actions prioritaires (AP)	Il s'agit des mesures que le FMI propose à un pays de prendre avant que le FMI n'approuve le financement ou n'achève un examen. Selon le FMI, elles permettent de s'assurer qu'un programme dispose des bases nécessaires à sa réussite. Les	Le plus souvent, les actions prioritaires comprennent des conditionnalités et des mesures qui violent davantage les droits humains, ayant un impact sur les droits du travail, aboutissant à la réduction des dépenses publiques, la dévaluation de la monnaie, la réduction de la masse salariale publique par le biais	Pour le Sri Lanka, certaines des actions prioritaires du FMI pour que son prêt soit approuvé comprenaient la vente ou la privatisation des sociétés et entreprises d'État, la fin des subventions sur les produits de base comme l'électricité, et

	<p>actions préalables peuvent inclure des suggestions telles que la dévaluation de la monnaie, le plafonnement des salaires, la fin des subventions aux carburants. Normalement exigées par le FMI avant la mise en place d'un programme et devant être mises en œuvre avant l'octroi du prêt ; négociées par le FMI avec le gouvernement à huis clos, de manière non démocratique mais contraignante.</p>	<p>de licenciements, la privatisation, la fiscalité régressive, etc. Ces politiques visent à violer davantage les droits humains et le bien-être économique des populations au profit du FMI.</p>	<p>l'imposition de nouvelles taxes importantes. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p>
<p>Clauses d'action collective</p>	<p>Les clauses d'action collective découlent des défauts de paiement et des crises. Une clause d'action collective (CAC) permet à une majorité qualifiée de détenteurs d'obligations d'accepter une restructuration de la dette juridiquement contraignante. Cette restructuration est ensuite appliquée à tous les détenteurs de l'obligation, même à ceux qui ont voté contre.</p> <p>La restructuration de la dette consiste à renégocier les termes de votre dette afin que vos paiements soient plus faciles à gérer. Il peut s'agir d'un allongement de la période de remboursement, d'une baisse du taux d'intérêt ou d'une réduction du solde global de la dette.</p>	<p>Les clauses d'action collective protègent juridiquement les détenteurs d'obligations ou leur permettent de restructurer leurs dettes lorsqu'ils ne sont pas en mesure de payer leurs dettes conformément aux accords et aux calendriers. Ces clauses protègent tous les détenteurs d'obligations, qu'ils en fassent partie ou non. Cela permet aux États de décider de manière autonome du moment opportun pour rembourser la dette tout en s'attaquant aux problèmes les plus urgents du pays, tels que les pandémies, les crises économiques et climatiques. Toutefois, à court terme, l'obligation d'inclure des clauses d'action collective se traduirait par des coûts d'emprunt plus élevés pour les emprunteurs souverains mal notés, généralement les gouvernements des pays les plus pauvres. À long terme, cependant, cela exercerait une pression supplémentaire, par le biais de la discipline de marché, pour qu'ils améliorent leurs pratiques économiques et financières et leur solvabilité.</p>	<p>Voici un exemple du fonctionnement des clauses d'action collective, avec une étude de cas sur la manière dont le litige avec l'Argentine a modifié les marchés de la dette souveraine. Pour en savoir plus sur la restructuration de la dette, cliquez ICI.</p>
<p>Conditionnalités</p>	<p>Un ensemble d'exigences conçues par le FMI, qu'un pays ayant l'intention d'emprunter doit remplir. Il s'agit d'une part d'éléments macroéconomiques, tels que les réserves internationales nettes, l'ampleur du déficit budgétaire et le niveau des emprunts extérieurs non concessionnels, et d'autre part d'éléments structurels, qui peuvent inclure des réformes législatives telles que l'adoption d'une nouvelle loi sur les banques ou les faillites, ainsi que des outils spécifiques utilisés</p>	<p>Often these are conditions entrenched in neoliberal capitalism, not aimed at addressing human rights but rather enriching and profiting the IMF and private actors. Often they include but are not limited to austerity measures like cutting down public spending, devaluation of currency, cutting the public wage bill through retrenchment, privatization, regressive taxation etc.</p>	<p>Pour en savoir plus sur l'impact des conditionnalités du FMI sur l'augmentation du chômage, cliquez ICI.</p>

	<p>pour suivre les objectifs définis par un pays en coopération avec le FMI. La conditionnalité aide les pays à résoudre leurs problèmes de balance des paiements sans avoir recours à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale. Dans le même temps, les mesures visent à préserver les ressources du FMI en garantissant que la balance des paiements du pays sera suffisamment solide pour lui permettre de rembourser le prêt. Elles prennent généralement la forme d'actions prioritaires, de critères de performance qualitatifs et de repères structurels. (Ces trois éléments sont expliqués ci-dessous dans ce glossaire).</p>		
<p>Consolidation fiscale/ajustement budgétaire/ austérité</p>	<p>Ensemble de mesures prises par les gouvernements pour réduire les déficits en diminuant les dépenses ou en augmentant les recettes.</p> <p>Lorsqu'un pays s'engage dans une consolidation fiscale, cela signifie qu'il prend des mesures pour augmenter ses recettes (par le biais de la fiscalité ou de la croissance économique) ou pour diminuer ses dépenses (en réduisant les dépenses publiques).</p> <p>Le FMI encourage souvent la consolidation fiscale dans le cadre de ses recommandations aux pays confrontés à des problèmes budgétaires ou à des déséquilibres économiques. L'objectif global, selon le prêteur international, est de renforcer la discipline budgétaire et de créer une base solide pour la croissance et la stabilité économiques.</p>	<p>La consolidation fiscale, souvent soutenue par le FMI, soulève des inquiétudes quant à son impact sur les services publics. Les mesures d'austérité, qui visent à réduire les déficits budgétaires, peuvent affecter de manière disproportionnée les groupes défavorisés en réduisant les services sociaux, les soins de santé, l'éducation et les programmes d'aide sociale</p> <p>En outre, lorsque les gouvernements s'efforcent de réduire les déficits, ils ont souvent recours à l'augmentation des taxes à la consommation, comme la TVA, une taxe imposée sur les produits de base. Celles-ci ont tendance à peser sur les individus les plus pauvres, exacerbant les inégalités et les tensions sociales.</p> <p>Par conséquent, le poids de la consolidation fiscale pèse principalement sur ceux qui sont le moins en mesure de le supporter, ce qui a pour effet d'accroître les tensions sociales et d'exacerber les inégalités existantes.</p>	<p>Voir cet article sur l'impact de la consolidation fiscale sur les services publics en Afrique du Sud.</p> <p>Pour en savoir plus sur la nécessité de réformer le mode de fonctionnement du FMI et sur l'impact de ses mesures d'austérité sur les petites économies, cliquez ICI. L'article décrit la pression croissante exercée sur le FMI pour qu'il se réforme.</p>
<p>Consultation au titre de l'article IV</p>	<p>Il s'agit d'un processus au cours duquel le FMI se rend dans les pays pour évaluer les développements économiques et financiers et discuter des politiques économiques et financières du pays dans le cadre de ce qu'ils appellent la "surveillance du pays". Ces discussions/consultations sont connues sous le nom</p>	<p>Ces discussions ne sont pas participatives, ne sont souvent pas axées sur les implications des programmes et projets du FMI en matière de droits humains et sont dépourvues de la voix et de la participation des communautés, puisque ces conversations ont lieu au plus haut niveau, avec les</p>	<p>Après la visite et la réunion avec les représentant.e.s du gouvernement, les services du FMI préparent un rapport pour le pays sans tenir compte des voix des communautés et des citoyen.ne.s. Par exemple, le personnel du FMI a visité la</p>

	de "consultations au titre de l'article IV" car elles sont requises par l'article IV des statuts du FMI pour la prise de décision. Le FMI visite chaque pays chaque année et publie des rapports (souvent en anglais uniquement), même si le pays ne bénéficie pas d'un prêt ou n'en a pas besoin.	hauts fonctionnaires du gouvernement.	Chine cette année, vous pouvez lire le rapport sur la Chine de février 2023 ICI .
Crise de balance des paiements	<p>Une crise de balance des paiements est une situation dans laquelle un pays est incapable d'honorer ses obligations financières internationales, en particulier ses paiements au titre des importations, de la dette extérieure et d'autres engagements internationaux.</p> <p>Lors d'une crise de balance des paiements, un pays peut connaître une forte dépréciation de sa monnaie, ce qui renchérit les importations et peut conduire à l'inflation.</p> <p>Dans l'ensemble, une crise de la balance des paiements représente un défi économique important pour un pays, car elle entrave sa capacité à honorer ses obligations extérieures et à maintenir des conditions économiques stables.</p>	<p>Le FMI est une institution clé dans la résolution des crises de balance des paiements dans le monde. Son approche n'a toutefois pas été exempte de critiques.</p> <p>Les principaux problèmes soulevés par les organismes de défense des droits humains au sujet de l'approche du FMI sont les suivants : l'imposition de conditions strictes, par exemple l'austérité, aux pays en crise comme condition pour recevoir l'aide financière du prêteur. En outre, les recommandations politiques, y compris une plus grande dépendance à l'égard des exportations de combustibles fossiles, n'ont pas pris en compte de manière adéquate les impacts sociaux et environnementaux de telles interventions. De plus, le bailleur de fonds international continue de faire la sourde oreille aux solutions alternatives proposées. Par exemple, les suggestions visant à réduire la dépendance à l'égard des emprunts commerciaux n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient de la part du bailleur de fonds international</p>	<p>Pour en savoir plus, consultez le rapport d'Aljazeera (en anglais) : Le FMI aide-t-il ou nuit-il aux pays pauvres ? En 2021, le FMI a imposé des conditions au Kenya, notamment la réduction des emplois publics, l'augmentation des impôts et le relèvement des plafonds d'endettement et d'emprunt. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p>
Critères de performance qualitatifs			
Droits de tirage spéciaux	Les droits de tirage spéciaux (DTS) désignent un type international de monnaie de réserve monétaire créé par le Fonds	Le droit de tirage spécial (DTS) est un actif de réserve international portant intérêt qui complète les autres actifs de réserve des pays membres. Il ne s'agit pas d'une monnaie, mais d'une créance sur les monnaies librement utilisables des membres du FMI.	Pour en savoir plus sur les DTS, leur structure, leur administration et leurs bénéficiaires, cliquez ICI . Vous pouvez également en savoir plus sur la manière

	monétaire international (FMI) en 1969, qui vient s'ajouter aux réserves monétaires existantes des pays membres.	Le DTS est basé sur un panier de devises internationales : le dollar américain, le yen japonais, l'euro européen, la livre sterling et le renminbi chinois. Seules cinq monnaies déterminent les DTS, les autres n'étant pas prises en compte. En outre, seules les grandes économies comme les États-Unis bénéficient des DTS. Si ces réserves sont fondamentales en cas de crise, comme la pandémie de Covid 19, elles manquent d'équité dans leur gestion. Les États-Unis disposent d'un droit de veto effectif au sein du conseil des gouverneurs du FMI en ce qui concerne l'allocation des DTS.	dont les DTS ont été alloués pendant la pandémie COVID 19 ICI . Une évaluation de l'équité des mécanismes d'allocation et un suivi de l'utilisation des DTS alloués à la Jordanie en 2021 sont disponibles ICI .
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC)	Programme du FMI qui vise à faire des efforts de réduction de la pauvreté parmi les membres à faible revenu un élément clé et plus explicite d'une stratégie économique de relance axée sur la croissance. L'objectif est de soutenir des programmes durables, uniquement pour améliorer la position de la balance des paiements des membres et pour favoriser une croissance durable, conduisant à des niveaux de vie plus élevés et à une réduction de la pauvreté.	Les programmes du FMI violent depuis longtemps les droits humains. Le FMI s'est constamment distancié de ses responsabilités sociales, y compris des conséquences des projets qu'il finance sur les droits humains. L'objectif est néolibéral et se concentre uniquement sur la croissance, ne tenant souvent pas compte de la croissance humaine et du bien-être des personnes.	Alors que le FMI parle de réduction de la pauvreté et de croissance, ces programmes s'inscrivent dans le contexte du néolibéralisme et de conditions strictes, en particulier pour les pays emprunteurs. Souvent, ces programmes conduisent à un endettement accru des pays à faible revenu et des pays en développement. Pour en savoir plus sur les conséquences de ces dettes, cliquez ICI .
Fonds de réserve et de secours en cas de catastrophe (CCRT)	Le Fonds de réserve et de secours en cas de catastrophe est un fonds de sauvetage du Fonds monétaire international. Il accorde des subventions pour payer le service de la dette due au FMI par les pays membres à faible revenu éligibles qui sont frappés par les catastrophes naturelles les plus catastrophiques ou qui luttent contre des catastrophes de santé publique - telles que la pandémie de COVID-19.	La définition doit être élargie au-delà des catastrophes naturelles et de la santé publique pour intégrer les impacts sur les droits humains résultant des troubles politiques et des guerres qui ont un impact massif sur les droits humains (la guerre Ukraine-Russie et les combats en RDC ont causé des destructions massives et des violations des droits humains, y compris des massacres). Bien qu'il ne s'agisse pas de catastrophes naturelles, leurs effets nécessitent des réponses rapides par le biais de programmes structurés tels que le Fonds de réserve et de secours en cas de catastrophe.	Des pays à faible revenu comme le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, les Comores, le Mali, le Libéria et le Rwanda ont bénéficié de cet accord. Pour en savoir plus, cliquez ICI
Lettre d'intention	Lorsque les pays sollicitent l'aide financière du FMI, l'un des aspects essentiels de la procédure de demande consiste à	Bien que la lettre d'intention mette principalement l'accent sur les aspects économiques et financiers, il est essentiel que les pays examinent l'impact des	Dans l'article de presse présenté ici , il est indiqué que le gouvernement égyptien s'est engagé auprès du FMI en indiquant son

	<p>soumettre une lettre d'intention.</p> <p>Ce document officiel constitue un engagement écrit du pays demandeur à mettre en œuvre des politiques et des réformes économiques spécifiques en échange de l'aide financière fournie par le FMI. La lettre d'intention est généralement adressée au conseil d'administration du FMI. Le contenu de la lettre est généralement le résultat de négociations entre le gouvernement du pays demandeur et le FMI.</p> <p>Par le biais de la lettre d'intention, le pays démontre son engagement à mettre en œuvre des mesures visant à corriger les déséquilibres économiques, à renforcer la stabilité financière et à promouvoir une croissance économique durable.</p>	<p>politiques qu'ils proposent sur les droits humains. Les politiques économiques peuvent avoir des implications sociales importantes et il est essentiel de s'assurer qu'elles ne portent pas atteinte ou ne violent pas les principes des droits humains par inadvertance.</p>	<p>intention de laisser les prix des carburants augmenter sans aucune intervention de sa part. Cet engagement suscite de vives inquiétudes, car il compromet le bien-être de la population. Une telle décision ne tient pas compte de l'importance du maintien du bien-être social et peut contribuer à l'aggravation des inégalités et des troubles sociaux.</p>
Mécanisme élargi de crédit	<p>Programme du FMI conçu pour fournir une assistance financière sur 3 ou 4 ans aux pays qui connaissent de graves problèmes de balance des paiements (payer plus pour les importations que ce que le pays reçoit des exportations) ou une croissance lente due à des faiblesses structurelles (FMI). La période de remboursement du mécanisme élargi de crédit est également prolongée pour permettre aux pays de relever les défis politiques identifiés.</p>	<p>Le mécanisme élargi de crédit est assorti de conditions telles que des surcharges, des taux d'intérêt élevés et de longs délais de paiement, ainsi que des réformes économiques régressives qui enfoncent perpétuellement les gouvernements emprunteurs dans des dettes à long terme insoutenables. Les pays endettés sont incapables d'investir et de remplir leurs obligations en matière de droits humains.</p>	<p>L'Argentine est un exemple de pays qui a bénéficié du mécanisme élargi de crédit et qui a souffert de conditions économiques difficiles et d'une incapacité à payer le FMI. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p> <p>La Jordanie est soumise aux conditions de crédit EFF depuis plus de trois décennies, mais elle n'est plus en mesure d'investir dans la protection sociale en raison de l'encours de sa dette et des surcharges qu'elle doit payer. Pour plus d'informations sur les surcharges et leurs effets, voir ICI et ICI.</p>
Mécanisme de financement d'urgence	<p>Il s'agit d'un mécanisme/programme de financement du FMI destiné à fournir des procédures exceptionnelles qui, dans le cas où un pays membre serait confronté à une crise, permettraient au FMI d'approuver rapidement l'aide du fonds tout en garantissant la conditionnalité nécessaire pour justifier une telle aide.</p>	<p>La pandémie de COVID 19 a mis en évidence l'inefficacité des programmes du FMI à répondre rapidement à une crise d'urgence. Ce mécanisme reste soumis à des conditions strictes que les pays en situation d'urgence doivent encore remplir pour recevoir le soutien du FMI.</p>	<p>Par exemple, lors de la récente crise au Pakistan, le FMI a fixé des conditions que le Pakistan devait remplir, y compris une assurance de 200 % (que les pays voisins approuvent l'action du Pakistan et prendraient la responsabilité en cas de défaillance ou d'échec) de la part des pays voisins, afin d'avancer des fonds au Pakistan. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p>

<p>Mémoire des politiques économiques et financières</p>	<p>Les mémoires des politiques économiques et financières (MEFP) sont des documents de politique générale qui décrivent les stratégies économiques et financières et les mesures de réforme d'un pays. Ces mémoires sont généralement préparés par le pays emprunteur en collaboration avec le FMI dans le cadre du processus de négociation du prêt.</p> <p>Ils exposent un ensemble de mesures politiques et de réformes structurelles que le pays emprunteur a l'intention de mettre en œuvre au cours d'une période déterminée, généralement en échange d'une aide financière du FMI.</p> <p>Les MEFP font l'objet de révisions et d'ajustements périodiques, en fonction de l'évolution des conditions économiques ou de l'apparition de nouveaux défis. Ces documents de politique générale fournissent un cadre pour le suivi des progrès des efforts de réforme du pays emprunteur et servent de base aux discussions de politique générale et à la conditionnalité entre le FMI et le pays emprunteur pendant toute la durée de l'accord financier.</p>	<p>La question de savoir dans quelle mesure le FMI intègre effectivement les considérations relatives aux droits humains dans ses conseils politiques et ses programmes de prêt fait l'objet d'un débat permanent. Des mécanismes plus solides sont nécessaires pour garantir que les politiques soutenues par le FMI sont compatibles avec les normes et les cadres internationaux en matière de droits humains et qu'elles ne compromettent pas par inadvertance les obligations en la matière.</p>	<p>Voir ici une discussion récente entre le gouvernement pakistanais et le FMI concernant l'ébauche de "mémoire des politiques économiques et financières" du pays</p>
<p>Planchers de dépenses sociales</p>	<p>Les planchers de dépenses sociales sont un concept politique récemment utilisé par le FMI dans le contexte des réformes fiscales et des programmes de stabilisation économique. Les planchers de dépenses sociales sont des niveaux minimums de dépenses publiques, spécifiquement ciblés sur les programmes sociaux et les services essentiels, qu'un gouvernement s'engage à maintenir même en période d'ajustement fiscal ou de contraintes budgétaires.</p> <p>Les éléments spécifiques couverts par les planchers de dépenses sociales peuvent varier, mais ils comprennent généralement des secteurs clés tels que les soins de santé, l'éducation et la protection sociale.</p> <p>Selon le FMI, si la consolidation budgétaire peut s'avérer nécessaire dans certains cas, les socles de dépenses sociales</p>	<p>Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'importance accordée par le FMI aux objectifs fiscaux et à la réduction du déficit budgétaire, suggérant que cette priorité prend souvent le pas sur la mise en œuvre des planchers de dépenses sociales dans les programmes nationaux. Cette situation a conduit à des cas où les pays emprunteurs, comme l'Ouganda, ont été contraints de renoncer aux planchers de dépenses prévus en raison de la pression urgente imposée par le prêteur international pour atteindre les objectifs budgétaires. L'Ouganda, par exemple, n'a pas respecté ses planchers de dépenses sociales à deux reprises, car il a été contraint de procéder à des coupes budgétaires plus importantes.</p>	<p>Le Fonds monétaire international insiste sur le fait que les soi-disant "planchers de dépenses sociales" adoptés dans le cadre de ses programmes de prêts aux pays pauvres et à revenu intermédiaire aident à protéger les services sociaux essentiels contre les types d'austérité que la puissante institution a toujours imposés aux emprunteurs.</p> <p>Mais une analyse d'Oxfam International publiée récemment a révélé que les planchers de dépenses du Fonds - qui font partie d'une stratégie mise en œuvre en 2019 - "s'avèrent largement impuissants face à ses propres politiques d'austérité qui, au contraire, obligent les pays à réduire les financements publics". Vous trouverez l'article ici</p>

	permettent de trouver un équilibre entre la viabilité budgétaire et la protection du bien-être social.		
Programme d'ajustement structurel	L'ajustement structurel est un terme utilisé pour décrire les exigences/politiques demandées par le FMI comme conditions pour un pays cherchant à obtenir une aide financière lorsqu'il fait face à une crise économique. Dans la plupart des cas, les politiques d'ajustement structurel impliquent une combinaison de politiques de libre marché telles que la privatisation, l'austérité fiscale, le libre-échange et la déréglementation, qui doivent être respectées par le pays en question.	Les programmes d'ajustement structurel sont assortis de conditionnalités que le FMI impose aux pays emprunteurs pour obtenir des prêts. Le plus souvent, il s'agit de mesures d'austérité telles que la réduction des dépenses publiques, la dévaluation de la monnaie, la réduction de la masse salariale du secteur public par des licenciements, la privatisation, la fiscalité régressive, etc. Ces politiques visent à violer davantage les droits humains et le bien-être économique des populations au profit du FMI.	Les programmes d'ajustement structurel ont un impact négatif sur les droits. Des pays comme le Costa Rica, le Panama, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie et le Mexique ont souffert de ces programmes. Pour en savoir plus, cliquez ICI . Pour en savoir plus sur les programmes d'ajustement structurel et leurs impacts, cliquez ICI .
Repères structurels	Il s'agit de mesures structurelles dont la mise en œuvre est considérée par le FMI comme cruciale pour la réussite du programme. Ces conditions impliquent souvent des réformes législatives telles que la promulgation d'une nouvelle loi bancaire ou d'une loi sur les faillites.	Souvent, les mesures structurelles comprennent des actions qui vont dans le sens de la violation des droits humains. Par exemple, le FMI a souvent demandé aux gouvernements d'adopter des lois qui augmentent les taxes sur les produits de base, suppriment les subventions et encouragent la croissance et la participation du secteur privé dans la fourniture de produits de base.	Bien que le Fonds monétaire international (FMI) affirme que la réduction de la pauvreté est l'un de ses objectifs, certaines études montrent que les pays emprunteurs du FMI connaissent des taux de pauvreté plus élevés. Les accords de prêt du FMI contenant des réformes structurelles contribuent à piéger davantage de personnes dans le cycle de la pauvreté, car les réformes impliquent des changements profonds et globaux qui tendent à augmenter le chômage, à réduire les recettes publiques, à augmenter les coûts des services de base et à restructurer la collecte des impôts, les pensions et les programmes de sécurité sociale : Pour en savoir plus, cliquez ICI .
Service de la dette	Il s'agit des paiements effectués au titre du principal emprunté et des intérêts courus. Le service réel de la dette est l'ensemble des paiements effectués pour satisfaire une obligation de dette, y compris le principal, les intérêts et les frais de retard. Les pays sont tenus d'assurer le service de leur dette, ce qui signifie qu'ils mettent en place un programme de remboursement mensuel ou annuel de la dette, qui comprend principalement le	Le remboursement de la dette par les gouvernements reste une priorité pour les gouvernements, même après que leurs dettes soient devenues insoutenables, réduisant leur marge budgétaire (<i>espace dans le budget d'un gouvernement qui lui permet de fournir des ressources pour un objectif désiré sans compromettre la durabilité de sa position financière</i>	Le service de la dette réduit le montant des ressources disponibles pour investir dans la réalisation des droits humains et, en particulier, des droits économiques et sociaux. Vous pouvez lire les études de cas du Kenya, de la Zambie et du Nigeria ICI . Des études de cas concernant la Jordanie, le

	principal et les intérêts, et qui doit être effectué tout au long de la durée de vie de la dette.	<i>ou la stabilité de l'économie</i>). Les gouvernements agissent ainsi pour éviter les défauts de paiement et pour protéger leur solvabilité. Cela a conduit à l'introduction d'approches néolibérales de la gestion de la dette qui comprennent des mesures d'austérité telles que la réduction des programmes sociaux, la privatisation, l'introduction de régimes fiscaux régressifs, la suppression des subventions et l'impact sur le pouvoir d'achat de la population. Avec l'introduction de ces mesures, les droits humains ne sont pas considérés comme une priorité par les gouvernements.	Maroc et la Tunisie sont disponibles ICI .
Statuts de l'accord	Les statuts sont un document adopté en 1944, lors de la conférence de Bretton Woods dans le New Hampshire, qui a donné naissance au FMI. Il définit l'objectif de l'institution, qui comprend notamment la promotion de la coopération monétaire internationale.	Le FMI a déclaré publiquement qu'en tant qu'institution, il n'avait pas de mandat en matière de droits humains. Les statuts, qui constituent le principal document établissant l'institution, sont dépourvus de toute référence ou protection en matière de droits humains. Il doit être revu pour refléter l'obligation du FMI, en tant qu'institution intergouvernementale, de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits humains.	Pour en savoir plus sur les articles de l'accord, cliquez ICI . Vous pouvez également lire sur le refus du FMI de respecter ses obligations en matière de droits humains ICI .
Statuts du Fonds Monétaire International	Les statuts sont un document adopté en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods, dans le New Hampshire, qui a donné naissance au FMI. Il définit l'objectif de l'institution, qui comprend notamment la promotion de la coopération monétaire internationale.	Le FMI a déclaré publiquement qu'en tant qu'institution, il n'avait pas de mandat en matière de droits humains. Les statuts du Fonds, qui constitue le principal document établissant les deux institutions, ne mentionnent pas les droits humains. Il doit être revu afin de refléter les obligations du FMI en matière de droits humains.	Pour en savoir plus sur les statuts du Fonds, cliquez ICI . Vous pouvez également lire sur le refus du FMI de respecter ses obligations en matière de droits humains ICI .
Surcharges	Les surcharges sont des paiements d'intérêts supplémentaires que le FMI impose aux pays emprunteurs très endettés, en fonction du montant et du délai de remboursement de leurs prêts. Le FMI les a mises en place en 1997, en réponse à la demande croissante de prêts du FMI de la part des pays à revenu moyen et faible.	Dans le contexte actuel de pays très endettés, les surcharges constituent un fardeau supplémentaire pour des économies et des pays déjà en difficulté. Alors que le FMI a introduit les surcharges pour décourager les pays d'emprunter, l'institution a utilisé cette voie pour accumuler ses réserves et ses budgets opérationnels aux dépens des pays en difficulté et des droits humains. En fin de compte, les surcharges sont discriminatoires et punissent les pays qui ont le plus	Actuellement, les pays lourdement endettés doivent également payer des surcharges en plus des intérêts et du montant principal, ce qui fait que ces pays ne pourront jamais se désendetter. Pour en savoir plus sur les surcharges, cliquez ICI .

		besoin de l'aide du FMI.	
Système de Bretton Woods	Le système de Bretton Woods était un accord monétaire international qui visait à normaliser les taux de change. Diverses monnaies appartenant à différents pays étaient rattachées au dollar américain, qui était basé sur l'étalon-or jusqu'en 1971. Les institutions du système de Bretton Woods comprennent le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Elles ont été créées lors d'une réunion de 43 pays à Bretton Woods, dans le New Hampshire, aux États-Unis, en juillet 1944. Leurs objectifs étaient d'aider à reconstruire l'économie brisée de l'après-guerre et de promouvoir la coopération économique internationale.	Le groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont principalement encouragé des politiques néolibérales, notamment la libre circulation des capitaux, la réduction des dépenses publiques, la privatisation des biens publics, la remise en cause des droits des travailleurs/euses, l'imposition d'une fiscalité de plus en plus régressive, les taux de change libres et la remise en cause des libertés et des droits humains par la mainmise des entreprises sur le processus décisionnel des gouvernements, en particulier dans les pays du Sud.	Pour en savoir plus sur les institutions de Bretton Woods, cliquez ici .
Système monétaire international (SMI)	Le système monétaire international (SMI) est un système de fonctionnement de l'environnement financier qui englobe les institutions financières, les investisseurs et les entreprises. Le système fournit un cadre pour déterminer les règles et les procédures des paiements internationaux, la détermination des taux de change et les mouvements de capitaux.	Le système monétaire international est régi par le capitalisme néolibéral et vise à profiter aux entreprises et aux institutions financières qui l'utilisent. Le plus souvent, le système exploite la main-d'œuvre, augmente les taux d'intérêt et rend difficile le remboursement des dettes des États, ce qui a un impact sur la capacité des États à remplir leurs obligations en matière de droits humains. Les règles régissant le commerce ne favorisent que les grandes économies tout en écartant les petites économies et en dévalorisant leurs monnaies en prescrivant que le dollar et d'autres monnaies soient les seules monnaies d'échange, ce qui a un impact sur la balance des paiements des États et sur le renforcement des économies.	De nombreux pays du Sud ne participent que faiblement au commerce mondial et doivent donc faire du commerce uniquement dans la monnaie prescrite par les grandes économies. Cela dévalue les monnaies des économies plus faibles tout en renforçant les économies déjà fortes. Pour en savoir plus sur le système monétaire international et ses faiblesses, cliquez ICI .
Viabilité de la dette	Les pays contractent des dettes en empruntant. L'emprunt peut permettre aux pays de financer d'importants programmes et projets de développement, mais lorsqu'il est poussé trop loin, le fardeau du remboursement de la dette peut submerger les finances d'un pays et, dans le pire des cas, conduire à un défaut de paiement. La viabilité de la dette est essentielle pour garantir que les besoins de financement d'un pays en développement correspondent à sa capacité à rembourser les fonds empruntés.	La dette publique d'un pays est considérée comme soutenable si le gouvernement peut faire face à toutes ses obligations de paiement actuelles et futures sans aide financière exceptionnelle ou sans se mettre en défaut. Toutefois, dans le contexte des obligations en matière de droits humains, la dette ne peut être considérée comme viable que si le remboursement de la dette et sa hiérarchisation n'entraînent pas la réduction, la suspension ou la diminution des programmes sociaux ou l'introduction de mesures d'austérité par le gouvernement, qui ont souvent un impact sur la réalisation progressive des droits	Avec la pandémie COVID 19, les pays ont été confrontés à de multiples crises, notamment la pandémie, les crises climatiques et économiques qui affectent les pays, en particulier ceux du Sud, et ces pays sont maintenant confrontés à des situations de dette souveraine insoutenables. Pour en savoir plus sur l'impact de la dette souveraine sur les droits humains, cliquez ICI .

		humains.	
2. Terminologies utilisées par la Banque mondiale			
Allègement de la dette	Allègement de la dette - réaménagement de la dette ; rééchelonnement de la dette ; L'allègement de la dette fait référence à différentes stratégies mises en place pour permettre à un emprunteur de rembourser plus facilement son prêt. Il peut s'agir d'une réduction des intérêts, d'un rééchelonnement de la dette, d'une annulation, etc.	L'allègement de la dette fait référence à différentes stratégies mises en place pour permettre à un emprunteur de rembourser plus facilement son prêt. Il peut s'agir d'une réduction des intérêts, d'un rééchelonnement de la dette, d'une annulation, etc. De nombreux pays étant aujourd'hui en proie au surendettement, l'allègement de la dette est inévitable. De nombreux pays du Sud ont besoin d'une restructuration, d'un rééchelonnement et éventuellement d'une annulation de leur dette afin de pouvoir concentrer leurs ressources sur les droits humains, le climat et la détresse économique résultant de la pandémie.	Vous pouvez lire d'autres études de cas de pays ayant bénéficié de différentes formes d'allègement de la dette ICI .
Échange dette-santé	Échange de la dette des pays en développement contre une aide aux programmes de santé.	Cela comporte des risques, par exemple des conditionnalités et des restrictions néolibérales que les États doivent respecter, y compris l'austérité, les ajustements structurels et d'autres politiques néolibérales qui peuvent ne pas être conformes aux droits humains et qui visent à enrichir les sociétés multinationales et les individus fortunés.	Pour en savoir plus sur la conversion de la dette en vue de créer des systèmes de santé résilients, cliquez ICI .
Économie planifiée	Une économie dans laquelle une part importante des résultats finaux est due à la décision délibérée des organes gouvernementaux plutôt qu'au choix des consommateurs/rice-s et aux forces de l'offre et de la demande.	Une économie planifiée est un système économique dans lequel le gouvernement contrôle tous les facteurs de production et assume la responsabilité de la production, de la distribution et de la consommation des biens et des services. Cependant, les problèmes de droits humains liés à l'économie planifiée sont la création d'un gouvernement autoritaire qui tue l'innovation, ouvre la voie à la	Les économies planifiées sont présentes dans le monde moderne dans les pays dirigés de manière autoritaire et pratiquant le communisme. Pour en savoir plus sur les économies planifiées, cliquez ICI .

		corruption et à l'allocation inégale des ressources sur la base des préférences politiques.	
Emprunt de détresse	Emprunter dans une situation d'extrême nécessité lorsqu'il n'y a pas d'autre alternative.	Même avant l'arrivée de la pandémie, les pays du Sud étaient confrontés à des problèmes d'endettement. La pandémie a exacerbé ces dettes et les pays ont dû contracter des emprunts de détresse pour faire face à de multiples crises, notamment la pandémie et les crises économiques et climatiques. À la suite de ces emprunts de détresse, les gouvernements sont très endettés et recentrent leurs ressources sur le remboursement de la dette en tant que priorité, au détriment des droits humains et du bien-être économique et environnemental. L'emprunt ne devrait pas entraver la réalisation progressive des droits humains.	De nombreux pays sont en situation de surendettement. Le Sri Lanka, dont le problème d'endettement est en partie dû à des emprunts excessifs en devises étrangères auprès des banques commerciales, est un cas d'étude à prendre en considération. Pour en savoir plus, veuillez cliquer ICI et ICI .
Garanties environnementales et sociales	La Banque mondiale est théoriquement tenue de remédier aux catastrophes associées aux projets, mais il s'agit souvent d'un long processus qui passe par des mécanismes de recours et qui est précédé d'une compensation en espèces. Les sauvegardes sociales et environnementales sont souvent imposées au gouvernement et les coûts peuvent dépasser les prêts initiaux.	Les politiques environnementales et sociales actuelles de la Banque sont connues sous le nom de " politiques de sauvegarde ", c'est le mécanisme de traitement des questions environnementales et sociales dans la conception, la mise en œuvre et l'exploitation des projets. Bien qu'elles prétendent fournir un mécanisme de consultation des communautés en ce qui concerne leurs projets, cette consultation est souvent superficielle et laissée à l'appréciation des gouvernements. De nombreux mégaprojets de développement financés par la Banque mondiale ont fini par violer les droits humains, notamment par des expulsions forcées. La Banque mondiale devrait mettre en œuvre des garanties et des mécanismes de protection des droits humains au sein de l'institution afin de protéger les populations des effets néfastes des projets qu'elle finance.	La Banque mondiale a été accusée de financer des projets ayant un impact négatif sur les droits humains. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme exige que la Banque mondiale adopte de nouvelles règles et réglementations suffisamment solides pour garantir le respect des droits humains. Vous pouvez lire d'autres études de cas de ces violations ICI .

<p>Marché des capitaux</p>	<p>Marché de l'achat et de la vente de fonds prêtables à long terme, sous forme d'obligations, d'hypothèques et autres. Contrairement au marché monétaire, où des fonds à court terme sont échangés, le marché des capitaux tend à se concentrer sur des institutions bien organisées telles que la bourse. Toutefois, il n'existe pas de distinction nette entre les deux, si ce n'est que les prêts du marché des capitaux sont généralement utilisés par les entreprises, les institutions financières et les gouvernements pour acheter des biens d'équipement, alors que les prêts du marché monétaire répondent généralement à un besoin temporaire de fonds de roulement.</p>	<p>Les marchés des capitaux sont un lieu où les investisseurs et les entreprises échangent des capitaux contre des investissements. La croissance des marchés de capitaux a conduit à un capitalisme où les facteurs de production mondiaux sont détenus et contrôlés par quelques individus fortunés tandis que la majorité languit dans la pauvreté. Les membres du Réseau-DESC ont toujours insisté sur le fait que le capitalisme n'est pas compatible avec les droits humains en raison de l'importance qu'il accorde aux profits, à la privatisation, à la violence, à la mainmise des entreprises sur les médias et le gouvernement, à l'exploitation de la main-d'œuvre, etc.</p>	<p>Le capitalisme n'est pas compatible avec les droits humains et la justice sociale en raison de sa structure et de son orientation vers la privatisation, les profits qui ne sont pas destinés aux travailleurs/euses, l'exploitation de la main-d'œuvre, etc. Pour en savoir plus sur le capitalisme et les incohérences en matière de droits humains, cliquez ICI.</p>
<p>Planification de budget de trésorerie</p>	<p>Planification budgétaire basée sur les dépenses réelles pour le budget, plutôt que sur un montant fixe de postes, avec des provisions pour les augmentations de coûts.</p>	<p>L'établissement d'un budget est un élément essentiel de toute administration ou entreprise. La planification budgétaire basée sur la trésorerie est ancrée sur la collecte et l'utilisation de l'argent en temps réel en fonction du montant dont on dispose. La budgétisation permet d'évaluer si les liquidités sont suffisantes pour permettre à l'entreprise ou au gouvernement de fonctionner pendant une certaine période. Alors que les gouvernements sont aux prises avec une marge de manœuvre fiscale réduite et l'incapacité d'investir dans les droits humains, la budgétisation devient un élément essentiel pour économiser et hiérarchiser les ressources.</p>	<p>Lors de l'utilisation d'un budget de trésorerie, les entrées et les sorties de l'année précédente sont utilisées pour allouer des liquidités aux postes de l'année suivante. Cela signifie que chaque budget annuel est une estimation, basée sur les résultats précédents. Il n'y a aucune garantie que les flux de trésorerie seront similaires d'une année sur l'autre, quel que soit le budget. C'est ainsi que de nombreux pays ont budgétisé ce qu'ils ne pouvaient pas obtenir et se sont retrouvés avec de lourdes dettes à payer. Vous pouvez trouver les pays en situation de surendettement ICI.</p>
<p>Taux de change à l'achat</p>	<p>Le taux auquel les banques et les courtiers en devises conviennent d'acheter des devises.</p>	<p>Principalement utilisé par les banques commerciales pour acheter et vendre des devises étrangères. Elles achètent des devises à des prix modérés et les vendent à des prix élevés afin de réaliser des bénéfices plus importants.</p>	<p>Les banques commerciales sont au cœur du capitalisme, comme l'a montré l'histoire de la grande dépression, jouant un rôle dans l'enfoncement des pays dans le capitalisme et dans la fourniture colonialiste de capitaux. Pour en savoir plus sur le rôle des banques dans le système capitaliste, cliquez ICI.</p>

3. Conditions néolibérales de restructuration de la dette

<p>Avances de la Banque centrale</p>	<p>Les avances de la banque centrale sont des prêts ou des facilités de crédit accordés par une banque centrale au gouvernement pour répondre à ses besoins de financement ou gérer sa dette. Dans ce contexte, la banque centrale agit comme un prêteur pour le gouvernement et crée de l'argent frais ou crédite ses propres comptes pour fournir les fonds nécessaires.</p> <p>Lorsqu'un gouvernement est confronté à un manque de recettes ou doit couvrir ses dépenses, il peut emprunter à la banque centrale par le biais du mécanisme des avances de la banque centrale. Cette forme d'emprunt permet au gouvernement d'accéder à des liquidités immédiates, l'aidant ainsi à financer ses déficits budgétaires ou à rembourser ses dettes existantes.</p> <p>Le FMI déconseille généralement de recourir de manière excessive aux avances de la banque centrale pour financer les déficits publics. Il recommande aux gouvernements de recourir principalement à l'emprunt auprès du secteur privé ou à l'émission de titres d'État sur les marchés financiers. Le prêteur international soutient normalement que le maintien de l'indépendance de la banque centrale est essentiel pour que les pays parviennent à la stabilité économique.</p>	<p>La position stricte du FMI à l'égard des avances des banques centrales peut négliger les circonstances particulières auxquelles sont confrontés certains pays. Dans certaines situations, telles que les crises économiques ou les situations d'urgence, les gouvernements peuvent avoir besoin d'un accès immédiat à des fonds pour stabiliser l'économie ou répondre à des besoins sociaux urgents. Restreindre les avances des banques centrales limite leur capacité à répondre rapidement à de telles situations, ce qui risque d'exacerber les difficultés économiques.</p> <p>En outre, l'accent mis sur le financement par le marché et le découragement des avances de la banque centrale s'alignent sur les intérêts des créanciers privés. Les prêteurs privés, tels que les banques commerciales et les détenteurs d'obligations, ont intérêt à ce que les gouvernements empruntent auprès d'eux plutôt que de recourir aux avances de la banque centrale. En encourageant le financement privé, le FMI protège indirectement la rentabilité et la stabilité des capitaux privés, car les créanciers privés appliquent généralement des taux d'intérêt et des frais plus élevés que les prêts de la banque centrale.</p>	<p>Le discours dominant sur les avances des banques centrales a souvent contraint les gouvernements à rembourser ces fonds aux taux du marché, sous la pression du FMI. Toutefois, cette approche a entraîné un endettement supplémentaire pour les pays concernés, contrairement à l'objectif visé. Voici l'exemple de l'Ouganda.</p>
<p>Cadre commun pour le traitement de la dette</p>	<p>Il s'agit d'un programme entre le G20 et le Club de Paris qui vise à restructurer la dette souveraine, selon les termes traditionnels du Club de Paris (au-delà du report des paiements de la dette dans le cadre du ISSD).</p>	<p>Le nouveau cadre n'oblige pas les créanciers du secteur privé à participer, puisqu'ils ne sont inclus que sur une base volontaire. Les annulations de dettes sont explicitement découragées, ce qui a assombri la perspective de futures annulations de dettes.</p> <p>De nombreux pays sont empêtrés dans de lourdes dettes contractées auprès de créanciers privés. Leur participation à la restructuration de la dette sera fondamentale pour faire face à l'impasse croissante.</p>	<p>Malgré de grandes attentes, seuls trois pays (Tchad, Éthiopie et Zambie) ont demandé à bénéficier du cadre commun depuis sa création et les progrès de leurs négociations ont été très lents. Plus d'informations ici</p>
<p>Financement mixte</p>	<p>Il s'agit de l'utilisation de fonds publics et de fonds de développement pour attirer la participation du secteur privé en offrant des incitations, telles que des subventions, des garanties de revenus et des aides en capital.</p>	<p>Les pays en développement encouragent de plus en plus le financement mixte - en tant que forme de privatisation - pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) 2030 des Nations unies. Mais le financement mixte compromet en fait</p>	<p>Le financement mixte est l'utilisation stratégique du financement du développement pour la mobilisation de fonds supplémentaires en faveur du développement durable dans les pays en développement. Pour en savoir plus, cliquez</p>

		<p>la capacité des pays en développement à atteindre leurs objectifs de développement, à savoir la réduction de la pauvreté et les ODD. Selon les données du projet de financement mixte, les pays à faible revenu ne reçoivent qu'une fraction des contrats de l'Institut de financement du développement (IFD). La part du lion revient aux pays à revenus moyens et supérieurs. Ces investissements profitent souvent à de grandes entreprises multinationales et passent parfois par des paradis fiscaux. Plus d'informations ici</p>	<p>ICI.</p>
Fonds vautours	<p>Les fonds vautours sont des entités privées qui achètent de la dette souveraine à un prix réduit et poursuivent ensuite une procédure judiciaire pour forcer le débiteur à payer le montant total.</p>	<p>Les fonds vautours sont intrinsèquement exploitants, puisqu'ils cherchent à obtenir des gains disproportionnés et exorbitants au détriment de la pleine réalisation des droits humains, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, et du droit au développement. Par le biais de litiges longs et coûteux, les fonds vautours contribuent à détourner les ressources des États d'autres questions plus urgentes en matière de développement, de droits sociaux et de droits humains.</p> <p>Le règlement de créances excessives par les fonds vautours à l'encontre de pays pauvres dont le niveau d'endettement est insoutenable a un effet négatif direct sur la capacité des gouvernements à remplir leurs obligations en matière de droits humains, en particulier les droits à la santé, à l'eau et à l'assainissement, à l'alimentation, au logement et à l'éducation.</p>	<p>Les cabinets d'avocats obtiennent souvent des victoires importantes et des décisions dans les tribunaux de New York qui favorisent injustement les fonds vautours. Plus d'informations ici</p>
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	<p>L'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) prévoyait un allègement de 100 % de la dette éligible de trois institutions multilatérales en faveur d'un groupe de pays à faible revenu. L'initiative visait à aider les pays éligibles à progresser vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies, axés sur la réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015.</p>	<p>Lors de l'évaluation de la viabilité de la dette et de l'allègement de la dette, la mise en œuvre de règles de viabilité sociale et environnementale, ainsi qu'un indice de vulnérabilité plus large, afin de s'assurer que le service de la dette ne compromet pas la jouissance des droits humains.</p>	<p>Les initiatives en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et d'allègement de la dette multilatérale sont des programmes adaptés par le groupe de la Banque pour réduire le fardeau de la dette des pays pauvres et endettés dans le but de libérer des ressources pour s'occuper de la réduction de la pauvreté. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p>

Initiative du G20 de suspension du service de la dette (DSSI)	L'initiative de suspension du service de la dette est un programme du G20 qui permet aux pays les plus pauvres de suspendre ou de mettre en attente le remboursement de leurs dettes ou de leurs prêts pendant une période donnée. Dans le contexte du COVID 19, ce programme a été lancé pour aider les pays pauvres à réorienter les ressources vers la lutte contre la pandémie. Ce programme n'offre qu'une extension de maturité sur une base uniforme pour tous les pays éligibles au DSSI et est volontaire pour les créanciers privés.	Processus par lequel le G20 a élaboré un plan visant à aider les pays endettés à suspendre le remboursement de leur dette pendant un certain temps afin de se concentrer sur les besoins les plus urgents, notamment les crises de la pandémie, du climat et de la dette.	La crise de la dette n'ayant pas encore trouvé de solution, il est nécessaire de progresser d'urgence. La fin de l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) du G20 en décembre 2021 a signifié que de nombreux pays en développement ont repris les paiements de leurs obligations de dette malgré leur nécessité de reprise économique. Pour en savoir plus, cliquez ici
Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).	Il s'agit d'un cadre d'action visant à résoudre les problèmes de dette extérieure des pays pauvres très endettés (PPTE), élaboré conjointement par le FMI et la Banque mondiale et adopté en septembre 1996 afin de garantir qu'aucun pays pauvre ne soit confronté à un fardeau de dette difficile à gérer.	L'initiative PPTE n'est pas une annulation pure et simple de la dette. Il s'agit d'un programme conçu pour ramener la dette à un niveau "viable". En raison du grand nombre de conditions strictes à remplir pour bénéficier d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE, le cadre constitue une course d'obstacles pour les nations appauvries. Le cadre se concentre presque exclusivement sur la capacité des pays débiteurs à rembourser leurs dettes ; il ne tient pas compte de la capacité d'un pays à fournir des services publics de base tels que l'eau potable, l'assainissement, les soins de santé, l'éducation et le logement. Ainsi, le cadre ignore l'obligation première des États en matière de droits humains de répondre aux besoins sociaux fondamentaux de leur population.	Vingt-cinq ans après le lancement de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), de nombreux pays à faible revenu sont confrontés à une grande vulnérabilité en matière d'endettement. Cliquez ici pour en savoir plus.
Les obligations liées au genre	Les obligations liées au genre peuvent être définies de manière générale comme des obligations qui soutiennent la promotion et l'égalité des femmes. Toutefois, il n'existe pas de définition officielle ou universelle, ce qui explique que l'on s'appuie davantage sur des précédents que sur des règles.	S'ils sont bien utilisés et hiérarchisés, les marchés mondiaux de capitaux d'emprunt sous la forme d'obligations de genre peuvent jouer un rôle important dans le financement des progrès vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé.	De nombreux critiques affirment que le large éventail de ce qui constitue une obligation "verte" permet aux organisations qui les émettent d'utiliser les capitaux levés pour des projets promouvant la durabilité qui, en réalité, n'ont qu'un impact minimal sur le climat. Par exemple, l'opérateur du barrage chinois des Trois Gorges a émis 840 millions de dollars d'obligations vertes pour soutenir des projets d'énergie éolienne en Europe. À première vue, ces obligations semblent être un moyen durable de lever des fonds et de les affecter à des projets respectueux du climat. Cliquez ici pour en

			savoir plus.
Obligations liées au genre spécifiques au Comportement de l'entreprise	<p>Il s'agit d'obligations pour lesquelles le capital est alloué sur la base des politiques et pratiques internes de l'emprunteur en matière d'égalité des sexes, plutôt que pour des activités ou projets spécifiques en faveur des femmes.</p>	<p>Les entreprises devraient s'abstenir de se focaliser sur les profits et l'emprise des entreprises et plutôt concevoir et soutenir des programmes en imaginant de nouvelles façons d'orienter de manière unique le financement vers la résolution de problèmes sociaux, y compris l'inégalité sexospécifique ; et les investisseurs adoptent de plus en plus des stratégies visant à utiliser intentionnellement et de manière mesurable leur capital pour réduire "l'écart sexospécifique"</p>	<p>Il n'existe actuellement aucun principe d'orientation spécifique sur la manière d'émettre une obligation de genre, ni aucun critère d'éligibilité spécifique pour l'utilisation des recettes. Plus d'informations ici</p> <p>Une autre critique concerne le public cible des obligations liées au genre. Bien qu'il soit certainement encourageant de voir davantage d'investisseurs s'intéresser à la question de la promotion des femmes, cela se traduira-t-il par des gains réels si les gouvernements ne se réveillent pas et n'en prennent pas note ? Plus d'informations ici</p>
Obligations oranges	<p>Il s'agit d'une nouvelle catégorie de financement durable visant à éliminer les préjugés sexistes et à améliorer l'égalité et le niveau de vie des femmes dans les pays en développement.</p> <p>Elle place les femmes au premier plan des marchés de capitaux en tant que solutions pour atteindre les 17 ODD des Nations unies et construire pour tou-te-s un avenir plus inclusif et résistant au climat.</p>	<p>Le serment des obligations oranges est une reconnaissance de l'urgence d'accélérer l'égalité des sexes et de la nécessité de prendre des mesures collectives pour construire un système financier qui donne du pouvoir aux femmes, dans l'intérêt de toute l'humanité et pour une transition justifiée et efficace vers une planète résiliente au changement climatique.</p>	<p>Pour en savoir plus sur l'initiative de l'obligation orange, cliquez ici.</p>
Partenariats public-privé (PPP)	<p>Les PPP sont des accords contractuels à long terme dans le cadre desquels le secteur privé fournit des infrastructures et des services traditionnellement financés directement par les pouvoirs publics, tels que des hôpitaux, des écoles, des prisons, des routes, des ponts, des tunnels, des chemins de fer et des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et qui prévoient également une certaine forme de partage des risques entre le secteur public et le secteur privé.</p> <p>Il s'agit d'une forme très controversée de financement des infrastructures, qui implique des contrats à long terme avec des partenaires privés.</p>	<p>Les PPP sont utilisés pour dissimuler les emprunts publics, tout en fournissant des garanties étatiques à long terme pour les profits des entreprises privées. Les entreprises du secteur privé doivent maximiser leurs profits pour survivre. Cela est fondamentalement incompatible avec la protection de l'environnement et la garantie d'un accès universel à des services publics de qualité.</p>	<p>Ce type de modèle de financement n'a pas pleinement profité au public. Actuellement, dans un certain nombre de pays en développement comme l'Ouganda, les citoyen-ne-s continuent de payer pour les services des PPP, comme les hôpitaux ou les écoles. En outre, le gouvernement paie le coût du PPP à partir des impôts - en payant le coût de la construction, puis le coût de fonctionnement du service. Plus d'informations ici</p>

Prêt concessionnel	Un prêt concessionnel est un prêt dont les taux d'intérêt sont "inférieurs", bien que cette notion ne soit pas définie de manière précise. Parfois, cela signifie que le taux d'intérêt est inférieur à celui auquel le prêteur prêterait normalement.	Les dettes du gouvernement acquises pour des programmes ou des projets visant à traiter les droits humains et sociaux des citoyen-ne-s doivent être considérées comme des prêts concessionnels.	Un prêt concessionnel signifie un prêt à un taux d'intérêt inférieur, mais ce terme n'est pas clairement défini et peut être utilisé de manière assez vague. Par exemple, cela signifie parfois que le prêt est assorti d'un taux d'intérêt inférieur à celui auquel le prêteur prêterait normalement. Dans d'autres cas, il s'agit d'un taux d'intérêt inférieur à celui auquel l'emprunteur peut normalement emprunter. Pour en savoir plus sur la dette souveraine et les prêts, cliquez ICI .
Restructuration de la dette	Il s'agit de toute modification des conditions de la dette, qui peut consister à changer la date de remboursement, mais aussi à réduire le montant de la dette.	<p>Les prêteurs bilatéraux, les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et les autres créanciers ont l'obligation de respecter les droits humains internationaux. Les obligations découlant des accords sur la dette ne doivent pas entraver la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels.</p> <p>Lorsque les pays sont accablés par la dette, ils ne disposent pas des fonds nécessaires pour assurer la fourniture des services qui promeuvent les droits humains, notamment l'eau, l'éducation, de bons soins de santé primaires et de la nourriture ou, pendant la pandémie, des vaccins, des hôpitaux et du personnel médical.</p> <p>Les droits humains ne doivent pas être écartés de la discussion lorsque nous recherchons l'allègement et la restructuration efficaces et durables de la dette dont les pays à revenu faible et intermédiaire ont besoin de toute urgence.</p>	<p>Environ 15 % des pays à faible revenu sont déjà en situation de surendettement et 45 % d'entre eux sont très vulnérables à la dette. Enfin, environ un quart des économies émergentes présentent un risque élevé et sont confrontées à des écarts de taux d'emprunt "similaires à ceux d'un défaut de paiement".</p> <p>En novembre 2020, le G20 a adopté le Cadre commun pour l'allègement de la dette, dans l'espoir de mieux coordonner les initiatives d'allègement de la dette des pays aux revenus les plus faibles. Ce nouveau cadre a été conçu pour répondre à une nouvelle réalité du marché : les types de créanciers commerciaux, multinationaux et surtout souverains, avec l'émergence de la Chine comme créancier principal, se sont élargis au fil des ans.</p>
La solvabilité	La solvabilité est la capacité et la volonté d'un individu, d'une institution ou d'un gouvernement de rembourser et d'honorer ses obligations financières intégralement et à temps. Sur les marchés financiers et de capitaux mondiaux, la notation de crédit officielle est effectuée par des agences de notation privées. Les pays à faible "risque" attirent les investissements	Si les gouvernements sont invités à emprunter, l'objectif doit être de combler les déficits budgétaires pour faire face aux crises, notamment la crise de la pandémie, la crise climatique et la crise de la dette. Cependant, la solvabilité ne doit pas être utilisée comme un moyen de sur-emprunter ou d'emprunter pour répondre à des promesses politiques. En outre, la	Alors que la solvabilité signifie être capable d'honorer ses obligations en matière de dette sans asphyxier les autres secteurs, la dette, dans son état actuel, a handicapé les gouvernements et a eu un impact sur leur souveraineté. Dans le cas des emprunteurs souverains, c'est-à-dire des gouvernements

	<p>commerciaux et les capitaux ; de nombreux pays appauvris ont évité de bénéficier d'un allègement ou d'une restructuration de leur dette par crainte de voir leur cote de crédit abaissée, ce qui rendrait difficile l'accès aux prêts et aux capitaux sur les marchés financiers mondiaux.</p>	<p>transparence de la dette, la responsabilité et l'ouverture devraient guider les emprunts et la participation des citoyen-ne-s. Les agences de notation ont été utilisées pour répondre aux besoins du système capitaliste et néolibéral au lieu de soutenir les pays endettés.</p>	<p>nationaux et des États, les notations sont attribuées pour indiquer la force d'une économie. L'efficacité institutionnelle, les réserves de change, les structures économiques, la flexibilité fiscale, la politique monétaire et les perspectives de croissance sont quelques-uns des facteurs clés utilisés pour déterminer leur notation. Pour en savoir plus, cliquez ICI.</p>
<p>Stabilité macro-économique</p>	<p>Selon le Fonds monétaire international (FMI), la stabilité macroéconomique signifie avoir une économie stable avec des prix stables, une croissance économique durable et un système financier sain.</p> <p>Dans le cadre de la stabilité macroéconomique, l'objectif principal est que les pays parviennent à une croissance économique cohérente et à long terme. Pour ce faire, il est conseillé aux pays de maintenir un équilibre stable dans leurs réserves internationales (en ayant des taux de change stables) et de maintenir leurs déficits publics à un niveau bas (en réduisant les dépenses publiques).</p> <p>Le FMI promeut ces aspects de la stabilité macroéconomique en fournissant des orientations et des conseils à ses pays membres. Il propose des recommandations sur les politiques monétaires et fiscales, la gestion des taux de change, l'amélioration du secteur financier et la mise en œuvre de politiques structurelles.</p>	<p>L'accent exclusif mis sur la stabilité macroéconomique, souvent au détriment d'autres objectifs politiques, tend à privilégier les intérêts du capital privé par rapport aux besoins des citoyen-ne-s ordinaires.</p> <p>Dans certains cas, les banquiers centraux se sont abstenus d'intervenir sur les marchés des changes nationaux, même lorsque cela aurait pu contribuer à faire baisser les prix à l'importation, car ils donnent la priorité au maintien de réserves tampons suffisantes pour assurer le remboursement des créanciers extérieurs.</p> <p>De même, les politiques fiscales visant à maintenir la stabilité, telles que la réduction des dépenses publiques et l'élimination des subventions, se sont avérées préjudiciables aux plus vulnérables au lieu de les aider.</p> <p>Globalement, l'accent excessif mis sur la stabilité macroéconomique peut perpétuer un système qui favorise le capital privé tout en négligeant le bien-être et les besoins essentiels des citoyen-ne-s ordinaires</p>	<p>Si l'on prend l'exemple du Pakistan, voici comment les politiques visant à réduire les dépenses publiques et les déficits budgétaires peuvent avoir un impact sur les populations.</p>
<p>Autres termes importants utilisés dans la défense et la revendication des droits humains</p>			
<p>Dette Illégitime/Odieuse/ Onéreuse</p>	<p>Les pays ont toujours manqué à leurs obligations ; à l'époque coloniale, si une nouvelle puissance coloniale prenait le contrôle d'un pays appartenant à une autre puissance coloniale, elle cessait de payer ses dettes ; lorsque les États-Unis ont pris le contrôle de l'Irak, ils ont cessé de payer leur dette et ont lancé</p>	<p>Les dettes souveraines actuelles doivent être examinées du point de vue de leurs origines. Elles découlent des héritages coloniaux et impériaux d'oppression et d'imposition. Les États du Sud paient</p>	<p>Comme l'a fait remarquer l'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, "la dette est un néocolonialisme, dans lequel les colonisateurs se sont transformés en</p>

	<p>des processus d'annulation de la dette ; le G20 a suspendu la dette de l'Ukraine pendant deux ans ; dans certains contextes, un comité de personnes a entrepris un audit de la dette, classant les différents aspects de la dette en fonction des bénéficiaires (s'agissait-il pour un dictateur d'acheter des armes pour opprimer son peuple ou d'entreprendre un projet pour les riches) et de la question de savoir si la dette avait été contractée de manière transparente et démocratique (notamment en Équateur, en 2007, annonçant qu'un tiers de sa dette était odieuse, ce qui a été condamné par les prêteurs internationaux, mais a conduit à une décision politique du gouvernement d'assainir son bilan ; processus similaire au Brésil).</p>	<p>des dettes contractées par les puissances coloniales et ces dettes ont été utilisées pour faire progresser et diriger des régimes coloniaux qui ont mutilé, détruit et violé les droits humains. Ces dettes sont illégitimes car ce ne sont pas les générations actuelles qui les ont utilisées, mais les colonialistes.</p>	<p>"assistants techniques". Pour en savoir plus sur l'histoire et l'illégitimité de la dette, cliquez ICI.</p>
<p>Dettes intérieures</p>	<p>La dette intérieure est constituée de prêts ou d'argent empruntés à des prêteurs à l'intérieur du pays, par exemple à des banques locales.</p>	<p>Les créanciers nationaux constituent généralement un groupe plus diversifié composé de la banque centrale d'un pays, d'autres banques et institutions financières, de gouvernements nationaux et locaux, de grands investisseurs institutionnels (tels que les fonds de pension, les fonds communs de placement et les compagnies d'assurance) et d'investisseurs individuels.</p>	<p>La dette interne ou dette intérieure est la composante du passif financier total du gouvernement d'un pays qui est due aux prêteurs à l'intérieur du pays. Les principaux prêteurs internes sont la banque centrale, les banques commerciales et d'autres institutions financières. Pour en savoir plus sur la dette intérieure, cliquez ICI.</p>
<p>Dettes souveraines</p>	<p>Également connue sous le nom de "dette nationale", c'est le montant des prêts qu'un pays doit à ses prêteurs étrangers et nationaux, qui peuvent inclure des banques commerciales locales et internationales, ainsi que des institutions financières internationales.</p>	<p>La dette souveraine est la dette publique d'un pays, d'une nation souveraine. Elle est également appelée dette gouvernementale, dette nationale, dette publique ou dette du pays. La dette souveraine d'un pays est constituée de l'ensemble de ses dettes envers ses créanciers nationaux et étrangers.</p>	<p>Si la dette souveraine est censée stimuler le développement économique et social, elle s'accompagne de risques et de conditions difficiles. Pour en savoir plus, cliquez ici.</p>
<p>Emprise des entreprises</p>	<p>Les membres du Réseau-DESC ont défini l'emprise des entreprises comme le moyen par lequel une élite économique compromet la réalisation des droits humains et de l'environnement en exerçant une influence indue sur les</p>	<p>Les entreprises utilisent leur pouvoir politique et leurs moyens financiers, c'est-à-dire l'influence des entreprises, pour assouplir la réglementation, affaiblir les pouvoirs réglementaires, financer les élections, utiliser les services de sécurité de l'État contre les communautés, appliquer des stratégies d'emploi de</p>	<p>D'un point de vue conceptuel, l' "emprise des entreprises" désigne les moyens par lesquels une élite économique compromet la réalisation des droits humains et de l'environnement en exerçant une influence indue sur les décideurs nationaux et internationaux et sur les institutions</p>

	décideurs nationaux et internationaux et sur les institutions publiques.	type "portes tournantes" et bien d'autres pratiques encore. Les relations de plus en plus étroites entre les entreprises et le gouvernement affaiblissent les institutions et les processus de l'État qui sont chargés de veiller à ce que les droits humains soient respectés, protégés et mis en œuvre.	publiques. En ce sens, l'emprise des entreprises constitue une "cause fondamentale" de nombreuses violations des droits humains commises par les entreprises. En savoir plus .
Pertes et dommages	Les pertes et dommages désignent les conséquences négatives des risques inévitables liés au changement climatique , tels que l'élévation du niveau de la mer, les vagues de chaleur prolongées, la désertification, l'acidification de la mer et les phénomènes extrêmes, comme les feux de brousse, l'extinction d'espèces et les mauvaises récoltes. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise climatique, ces événements se produiront de plus en plus fréquemment et leurs conséquences deviendront de plus en plus graves.	Les conceptions des pertes et des dommages sont plutôt néolibérales et se concentrent sur les infrastructures, qui sont souvent essentielles pour la production, mais pas pour les personnes. Les personnes, et en particulier les femmes, ne sont pas sérieusement prises en compte dans les discussions sur les pertes et les dommages, alors qu'elles tentent de reconstruire leurs maisons, leurs communautés et leurs familles. Lorsque le cyclone Idai, en 2019, a frappé le Zimbabwe et le Mozambique, l'évaluation des pertes et des dommages a porté sur les lignes électriques, les écoles, etc., mais pas sur la perte des maisons dans les communautés - de nombreuses femmes et familles restent sans abri ou sont à peine en train de reconstruire. Les personnes traumatisées ont été soignées au lieu d'être aidées de manière significative. La norme culturelle veut que les hommes soient plus mobiles ; 81 % des ménages sans abri sont dirigés par des femmes. Si les maris ont disparu dans les inondations, les femmes sont toujours considérées comme mariées et peuvent être criminalisées si elles poursuivent de nouvelles relations. À Durban, ils ont cessé de compter les pauvres et parlent désormais d'occupants illégaux. À Bonn, ils ont mis de côté les pertes et les dommages, les retirant essentiellement de l'ordre du jour de la COP d'Égypte.	Les pertes et dommages peuvent généralement être considérés comme les effets négatifs du changement climatique qui se produisent en dépit ou en l'absence de mesures d'atténuation et d'adaptation. Les pertes et dommages sont souvent classés en deux catégories : économiques et non économiques. Les pertes et dommages économiques sont des impacts négatifs auxquels nous pouvons attribuer une valeur monétaire. En savoir plus .

RÉFÉRENCES

1. *Le FMI (2000). Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC)–questions d'ordre opérationnel*. <https://www.imf.org/external/np/pdr/prsp/fre/poverty2.htm>
2. *La Banque Mondiale (1991). Le Glossaire de la Banque mondiale*. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/980411468326116865/pdf/multi-page.pdf>
3. *Obas Esiedesa (21 décembre 2021). IMF extends debt service relief for 25 low-income countries. (Le FMI prolonge l'allégement du service de la dette pour 25 pays à faible revenu.) Business* <https://www.vanguardngr.com/2021/12/imf-extends-debt-service-relief-for-25-low-income-countries/>.
4. *Le FMI (2023). Facilité Élargie de Crédit (FEC)*. <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2023/Extended-Fund-Facility-EFF>.
5. *Eliana Raszewski (10 novembre 2020). UPDATE 1-Argentina to seek new extended IMF facility to replace failed program, says Guzman (MISE À JOUR 1 - L'Argentine cherchera à obtenir une nouvelle facilité élargie du FMI pour remplacer le programme qui a échoué, selon M. Guzman). Reuters*.<https://www.reuters.com/article/argentina-economy-idUSL1N2HV31W>.
6. *The Department Group for Alternative Policies (1995). Structural Adjustment and the Spreading Crisis In Latin America. (Groupe départemental pour les politiques alternatives (1995). Ajustement structurel et extension de la crise en Amérique latine.)* <https://cs.uwaterloo.ca/~alopez-o/politics/structural.html>.
7. *Le FMI. Statuts du Fonds monétaire international (FMI)*. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/aa/fre/aaq.pdf>.
8. *Le FMI (août 2021). Questions et réponses sur les droits de tirage spéciaux (DTS)*. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/sdrs_faq_frt_pk.pdf
9. *Jonathan M., Andrew C., Anshu S. (8 septembre 2021).The IMF: The World's Controversial Financial Firefighter: The International Monetary Fund, both criticized and lauded for its efforts to promote financial stability, continues to find itself at the forefront of global economic crisis management. (Le FMI : Le pompier financier controversé du monde : Le Fonds monétaire international, à la fois critiqué et loué pour ses efforts en faveur de la stabilité financière, continue de se retrouver en première ligne dans la gestion des crises économiques mondiales.)* <https://www.cfr.org/backgrounder/imf-worlds-controversial-financial-firefighter>.
10. *Le FMI (mars 2023). Sri Lanka expects an IMF nod for \$2.9bn package after China's help. (Le Sri Lanka s'attend à recevoir l'aval du FMI pour un programme de 2,9 milliards de dollars après l'aide de la Chine.) Aljazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2023/3/7/sri-lanka-expects-imf-nod-for-2-9bn-package-after-chinas-help>
11. *Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) : Dette souveraine et droits de l'homme*. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/RTDBook/PartIIIChapter21.pdf>.
12. *V, Yiega (2022) "The Impact of Foreign Debt on Economic and Social Rights: A case study on the right to health in Kenya, Nigeria and Zambia," (L'impact de la dette extérieure sur les droits économiques et sociaux : Une étude de cas sur le droit à la santé au Kenya, au Nigeria et en Zambie) Document de recherche 06/06 ADHR (CFS)*. <https://cfs.uonbi.ac.ke/index.php/system/files/2022-08/V%20Yiega%2C%20The%20Impact%20of%20Foreign%20Debt%20on%20ESR.pdf>.
13. *La Banque Mondiale (20 octobre 2021). Politiques environnementales et sociales dans le cadre des projets*. <https://projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/environmental-and-social-policies>
14. *Alexandra Smith (26 avril 2021). "Can Human Rights And Capitalism Ever Be Truly Compatible?"(Les droits humains et le capitalisme sont-ils vraiment compatibles ?) Human Rights Pulse*. <https://www.humanrightspulse.com/mastercontentblog/can-human-rights-and-capitalism-ever-be-truly-compatible>
15. *World Population Review (2023). Pays communistes en 2023*. <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/communist-countries>.
16. *Le FMI (2023). Liste des pays à faible revenu et analyse de la viabilité de leur dette*. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>.
17. *Le FMI (2023). L'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)*. <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2023/Debt-relief-under-the-heavily-indebted-poor-countries-initiative-HIPC>.
18. *PNUD (2022). The Sovereign Debt Crisis In Sri Lanka: Causes, Policy Response And Prospects. (La crise de la dette souveraine au Sri Lanka : Causes, réponse politique et perspectives.)* <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-11/UNDP-Sovereign-Debt-Crisis-in-Sri-Lanka-Report-2022.pdf>.
19. *Tom A., Marc J., (3 août 2021). Analysis: Debt-hobbled Sri Lanka risks running out of options. (Analyse : Le Sri Lanka, accablé par la dette, risque d'être à court d'options.) Reuters*. <https://www.reuters.com/world/china/debt-hobbled-sri-lanka-risks-running-out-options-2021-08-03/>.

20. PNUE (29 novembre 2022). *What you need to know about COP27 Loss and Damage Fund.* (Ce qu'il faut savoir sur le Fonds pour pertes et dommages de la COP27.) <https://www.unep.org/news-and-stories/story/what-you-need-know-about-cop27-loss-and-damage-fund>.
21. CFI (7 janvier 2023). *La solvabilité, la définition, les scores de crédit et les notations de crédit.* <https://corporatefinanceinstitute.com/resources/commercial-lending/creditworthiness/>.
22. UN Women (2021). *Bonds to Bridge the Gender Gap: A Practitioner's Guide to Using Sustainable Debt for Gender Equality.* (Des obligations pour combler le fossé entre les sexes : un guide pratique pour utiliser la dette durable pour l'égalité des sexes) <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2021-11/Bonds-to-bridge-the-gender-gap-en.pdf>.
23. UNCTAD (2008). *Domestic And External Public Debt In Developing Countries.* (Dette publique intérieure et extérieure dans les pays en développement.) https://unctad.org/system/files/official-document/osgdp20083_en.pdf.
24. OCDE. *Finance mixte et impact : Orientations et principes.* <https://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/financement-mixte/>
25. *The Bretton Woods Project* (2022, April 6). *What are IMF Surcharges?* (Que sont les surcharges du FMI) <https://www.brettonwoodsproject.org/2022/04/what-are-imf-surcharges/>.
26. Cassidy H., (21 octobre 2022). *What is debt restructuring?* (Qu'est-ce que la restructuration de la dette ?) <https://www.thebalancemoney.com/what-is-debt-restructuring-6753776>.
27. Glen B., Ronald J. (2022). *The effects of IMF loan conditions on poverty in the developing world* (Les effets des conditions de prêt du FMI sur la pauvreté dans les pays en développement). <https://link.springer.com/article/10.1057/s41268-022-00263-1>

